

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement

Montpellier, le 2 juin 2025

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL N° 2025-06-DRCL-0183

**Arrêté de prescriptions complémentaires applicables
à la société CEPE du Haut-Languedoc sur le territoire des communes
de Cambon-et-Salvergues et de Murat-sur-Vèbre, modifiant
l'arrêté inter-préfectoral n°2023-01-DRCL-0037 du 20 janvier 2023**

LE PRÉFET DE L'HÉRAULT

LE PRÉFET DU TARN

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** le Code forestier, notamment les articles L.341-1 à L.342-1 et R.341-1 à R.341-9 ;
- VU** le Code de la justice administrative ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le permis de construire n°PC3404602H0001 accordé par arrêté préfectoral n°2002-I-3068 du 24 juin 2002 à la SAŞ CEPE (Centrale Éolienne de Production d'Énergies) du Haut-Languedoc pour le parc éolien du Haut-Languedoc équipé de 23 aérogénérateurs sis lieux-dit Valbonne, Les Amaysses, Le Mourel, et Plo de la Mole sur le territoire de la commune de Cambon-et-Salvergues ;
- VU** le récépissé de bénéfice d'antériorité en date du 17 mars 2014 ;
- VU** l'arrêté inter-préfectoral n°2023-01-DRCL-0037 du 20 janvier 2023 de prescriptions complémentaires, portant autorisation de renouvellement des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent exploitées par la société CEPE du Haut-Languedoc, et portant autorisation de défrichement sur les communes de Murat-sur-Vèbre et Cambon-et-Salvergues ;
- VU** le porter à connaissance déposé le 19 décembre 2024 par la société CEPE du Haut-Languedoc relatif à la modification du projet de parc éolien et à la modification des prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023;

- VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2020-06-11184 du 19 juin 2020 réglementant l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt du département de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2024-09-15271 du 2 août 2024 réglementant l'accès, la fréquentation et la circulation dans certains espaces forestiers du département de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2024 réglementant l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les massifs exposés aux risques d'incendies de forêt dans le département du Tarn ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2024 réglementant l'accès, la fréquentation et la circulation dans les massifs exposés aux risques d'incendies de forêt dans le département du Tarn ;
- VU** la consultation de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Hérault, et de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Tarn, et leur réponse en date du 3 avril 2025 ;
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées en date du 2 mai 2025 ;
- VU** la consultation du pétitionnaire en date du 7 avril 2025 sur le projet d'arrêté, et ses observations émises en date du 17 avril 2025 ;
- CONSIDÉRANT** que l'installation relève du régime de l'autorisation environnementale, régie par les prescriptions du Titre VIII du livre 1^{er} du Code de l'environnement, et notamment par ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.181-14 du Code de l'environnement, hors modifications substantielles toute modification notable de l'installation autorisée est portée à la connaissance du préfet, qui peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications ;
- CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées dans le porter à connaissance concernent la modification des surfaces soumises à autorisation de défrichement, l'ajout d'un poste de livraison dans la structure de livraison 4 (SDL4), la modification de certains aménagements (plateformes, fondations, base-vie), l'adaptation du calendrier de débroussaillage, la reformulation de la prescription relative à la localisation des îlots de sénescence, l'adaptation des prescriptions relatives au système de détection et régulation avifaune (SDA) ;
- CONSIDÉRANT** que l'analyse des incidences induites par les modifications autorisées par le présent arrêté, permet de conclure en l'absence d'évolution substantielle des impacts prévisibles sur la biodiversité ; et que par conséquent ces modifications ne nécessitent pas de nouvelle autorisation au sens des articles R.181-46.I et L.181-14 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'autorisation d'exploiter le parc éolien CEPE du Haut-Languedoc nécessitent toutefois d'être modifiées, dans les formes prévues par l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** en application du même article, que l'ampleur des modifications ne nécessite pas de recueillir l'avis facultatif de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages, et des Sites ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de l'Hérault et du Tarn ;

ARRÊTENT

Article 1. Objet

L'arrêté inter-préfectoral n°2023-01-DRCL-0037 du 20 janvier 2023 de prescriptions complémentaires, portant autorisation de renouvellement des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent exploitées par la société CEPE du Haut-Languedoc sur le territoire de la commune de Cambon-et-Salvergues, et portant autorisation de défrichement sur les communes de Murat-sur-Vèbre et Cambon-et-Salvergues est modifié selon les dispositions du présent arrêté.

Article 2. Modification des prescriptions

Article 2.1. Périodes d'intervention (adaptation du calendrier des travaux)

Le 2^{ème} paragraphe de l'article 3.2 du Titre II de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 est remplacé par les paragraphes suivants :

« Ce type de travaux est également à éviter du 15 février au 31 mars et du 1^{er} au 31 août, sauf justification écrite établie par un écologue.

Les travaux de débroussaillage, de déboisement, de coupes d'arbres ou de défrichement sont quant à eux interdits entre le 15 novembre et le 31 août, excepté pour les moins impactants, à l'appréciation d'un écologue, qui sont interdits entre le 1^{er} avril et le 31 juillet.

En fonction de la période considérée, ces travaux doivent en outre respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les espaces exposés aux risques d'incendie de forêt, dans les départements de l'Hérault et du Tarn, datés respectivement du 19 juin 2020 et du 16 juillet 2024 ; ainsi que les dispositions des arrêtés préfectoraux réglementant l'accès, la fréquentation et la circulation dans certains espaces forestiers, des départements de l'Hérault et du Tarn, datés respectivement du 2 août 2024 et du 16 juillet 2024. »

Article 2.2. Vérification du fonctionnement du SDA (modification du délai de réalisation du test de fonctionnement)

Le 1^{er} paragraphe de l'article 4.2.3.2 du Titre II de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Dès la mise en service industrielle du parc, son fonctionnement est vérifié selon une simulation proposée par l'exploitant. »

Article 2.3. Mesures d'accompagnement (précision sur la localisation des flots de sénescence)

La seconde phrase du 1^{er} paragraphe de l'article 4.5 du Titre II de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 est remplacée par la phrase suivante :

« Le ou les îlots devront être situés à au moins 10 km de tout parc éolien autorisé non-construit et construit, au moment du dépôt de la demande d'autorisation de renouvellement, en date du 12 avril 2021. »

Article 2.4. Nature de l'autorisation de défrichement (modification des surfaces défrichées)

Le premier paragraphe et le tableau figurant à l'article 1 du Titre III de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 sont remplacés par le paragraphe et le tableau suivants :

« Le défrichement de 9037m² sur les parcelles listées dans le tableau ci-après sur les communes de Murat-sur-Vèbre et Cambon-et-Salvergues et telles qu'elles figurent au plan annexé au dossier de porter à connaissance déposé le 19 décembre 2024, pour le renouvellement du parc éolien de Haut-Languedoc, est autorisé. »

Commune	Section	N° parcelle	Superficie totale de la parcelle (m ²)	Surface à défricher autorisée par parcelle (m ²)
MURAT-SUR-VEBRE	J	44	5054	5
	K	374	63831	109
		375	27085	
		377	102000	81
		678	1087576	143
CAMBON-ET-SALVERGUES	E	28	5100	338
		314	3848	50
		315	3848	1836
		316	3848	1887
		317	598796	4588
TOTAL				9037

Article 2.5. Caractéristiques techniques et niveau de performance attendu du SDA (adaptation des caractéristiques de la sphère de détection)

Le 3^{ème} point figurant à l'annexe 1 de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « la justification de la valeur de la vitesse de bridage retenue pour la régulation des éoliennes. En l'absence de cette justification la vitesse non accidentogène est fixée par défaut à 60 km/h en extrémité de pale. »

Le 5^{ème} point figurant à l'annexe 1 de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « la justification du paramétrage de déclenchement de la détection, l'effarouchement éventuel et la régulation retenue par oiseau cible notamment sous forme de tableau récapitulatif présentant, pour chaque espèce cible :

- x Les diamètres de la sphère à risques (le diamètre de la sphère à risque est au minimum égal au diamètre du rotor additionné de 20 m. Elle est centrée sur le rotor.
- x Les diamètres de la sphère de détection (elle est déterminée pour chaque espèce cible de telle façon que le SDA puisse réguler la vitesse en bout de pale à la vitesse retenue dès l'entrée d'un individu d'une espèce cible dans la sphère à risques).
La sphère de détection est centrée sur le rotor de chaque éolienne, avec une couverture initiale de 360° à l'horizontale et de 180° à la verticale tout en maintenant une efficacité suffisante pour la prévention des risques de collisions.
- x La distance de régulation théorique prenant en compte la vitesse de vol d'un individu de l'espèce cible (calculée en temps réel estimé d'après les moyennes relevées sur site, ou définie dans la bibliographie scientifique) et le temps nécessaire aux aérogénérateurs pour atteindre la vitesse de régulation. Cette distance de régulation doit bien inclure la sphère balayée par les pales plus 20 mètres. »

Article 2.6. Caractéristiques techniques et niveau de performance attendu du SDA (adaptation des exigences liées aux enregistrements vidéos)

Le 6^{ème} point et le dernier paragraphe figurant à l'annexe 1 de l'arrêté inter-préfectoral du 20 janvier 2023 sont remplacés par les dispositions suivantes :

- « les caractéristiques des enregistrements vidéo : le dispositif mis en place par l'exploitant prévoit un module d'enregistrement de vidéos sur plusieurs caméras permettant de couvrir les volumes des sphères (de détection et à risque) établis au niveau de chaque éolienne, sans aucun angle mort et ni zone masquée. Ces vidéos mentionnent le numéro du mat, la vitesse de son rotor lors de l'enregistrement, la date, l'heure, le nom de la caméra, la direction cardinale visualisée par la caméra et le nom du parc. La durée des vidéos enregistrées est suffisante pour constater visuellement la détection de l'espèce cible et la décélération de la vitesse du rotor jusqu'à la vitesse de régulation retenue.

Les détections, couvrant les volumes des sphères (de détection et à risque), sont archivées sur au moins deux années (référéncées en date et en heure) pour les cas de détection avérée (vrai-positif). Afin de garantir la possibilité d'une levée de doute sur les cas de faux-négatifs (absence de détection), l'inspecteur doit pouvoir consulter les enregistrements bruts et continus au niveau du rotor, sur un temps de recul d'au moins un mois. »

Article 3. Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de Cambon-et-Salvergues et de Murat-sur-Vèbre et peut y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est publié sur les sites internet des services de l'Etat dans l'Hérault et le Tarn, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4. Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le Secrétaire général de la préfecture du Tarn , le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, Le Directeur

départemental des territoires et de la mer de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires du Tarn,

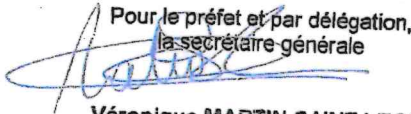
les Maires des communes de Cambon-et-Salvergues et de Murat-sur-Vèbre ,

le Directeur de l'Office Français de la Biodiversité,


sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires des communes de Cambon-et-Salvergues et de Murat-sur-Vèbre et au bénéficiaire du présent arrêté.

Le préfet de l'Hérault,

Le préfet du Tarn,


Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale
Véronique MARTIN SAINT LEON

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Sébastien SIMOES

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage et publication suivant la plus tardive des deux dates pour les tiers, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux, soit hiérarchique. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant la Cour Administrative d'Appel de Toulouse dans le délai maximal de deux mois suivant à compter de sa notification pour le bénéficiaire et dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage et publication suivant la plus tardive des deux dates pour les tiers, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. La Cour Administrative d'Appel de Toulouse peut également être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.